

ENSEIGNER EN BASQUE, EN CATALAN OU EN ESPAGNOL : Facteur de cohésion ou motif de confrontation ?

Dans son discours d'investiture comme nouveau président régional du Pays Basque, le socialiste Patxi Lopez place la question de l'enseignement dans la région parmi les axes prioritaires de travail du gouvernement autonome basque, à côté d'autres objectifs cruciaux, comme la fin du terrorisme de l'ETA. Pourquoi réserver une telle place à l'enseignement dans la région ? Parce qu'au cœur de l'enseignement se trouve la langue utilisée, non comme simple instrument de transmission du savoir, mais aussi comme signe d'identité culturelle.

Il est clair que là où les particularismes identitaires sont enracinés, la langue transcende le cadre «étroit» du culturel pour investir le champ politique. C'est ce que reflètent les «tensions linguistiques» qui caractérisent les régions autonomes de Catalogne, du Pays Basque et, dans une moindre mesure, de Galice.

L'Espagne étant un pays sous le régime de monarchie constitutionnelle, le gouvernement central se réserve la gestion des postes-clés de la défense, de politique extérieure, de l'intérieur... mais délègue une partie de ses attributions, notamment en matière de sécurité ou d'éducation, aux gouvernements autonomes des régions (dénommées Comunidades autónomas).

Celles-ci, à travers leurs parlements, peuvent ainsi voter des lois applicables à leurs régions, pourvu évidemment qu'elles ne transgressent pas les principes de la Constitution, ni qu'elles entrent en contradiction avec les lois organiques émises par le Congrès des députés (l'Assemblée nationale).

En outre, il faut savoir que la langue espagnole actuelle provient, à l'origine, du castillan, langue de la région de Castille, qui, au fil des siècles, est devenue langue dominante face au basque ou au catalan, comme ce fut le cas, par exemple, du français face

au breton ou à l'alsacien. Cependant, dans le cas de l'Espagne, les langues régionales ont un statut privilégié de langues co-officielles avec l'espagnol.

On pourrait donc penser à première vue que l'Espagne a résolu de manière heureuse le problème de la prise en charge des différences linguistiques, mais il apparaît ensuite qu'il reste des lacunes à combler en matière de politique linguistique, notamment dans l'usage des langues d'enseignement. Si le débat est clos dans la majorité des régions autonomes du pays, il reste encore d'actualité au niveau de la Catalogne et du Pays Basque, et avec moins d'intensité en Galice.

Concernant la Catalogne, la question du statut d'autonomie de la région a fait l'objet de négociations ardues entre le gouvernement central et le gouvernement régional catalan. C'est en se basant sur l'autonomie de décision que lui confère ce statut que le Parlement catalan propose une nouvelle loi sur l'éducation contenant des modifications substantielles du contenu de la loi actuellement en vigueur. La principale critique de ses opposants réside dans le fait qu'elle offre la primauté au catalan face à l'espagnol et qu'elle «proclame l'indépendance» de l'enseignement en Catalogne par rapport au système éducatif



Le nouveau président régional du Pays Basque, le socialiste Patxi Lopez.

espagnol. En effet, la loi actuelle attribue dans le cycle primaire, le même nombre d'heures d'enseignement pour l'espagnol et le catalan, mais la nouvelle loi sur l'éducation attribuera quatre heures au catalan et n'en autorisera que deux pour l'espagnol. La langue étrangère (en général l'anglais) disposera de trois heures, donc une heure de plus que l'espagnol. La nouvelle loi stipule que le catalan sera la langue véhiculaire et d'apprentissage du système éducatif, tout en spécifiant que l'enseignement devra garantir une maîtrise fluide du catalan, comme de l'espagnol. Elle établit aussi un nouveau cadre professionnel avec la création d'un corps d'instituteurs et de professeurs, spécifique de la région. Pour pouvoir exercer dans le secteur public, on leur demandera de maîtriser le catalan et l'espagnol, ainsi que de démontrer un certain niveau en langue étrangère.

Au Pays Basque, la situation est pratiquement similaire, même si les parents d'élèves peuvent choisir entre trois options : ensei-

gnement en espagnol (A), enseignement bilingue espagnol et basque (B), enseignement en basque (C).

Néanmoins, l'ex-gouvernement autonome, qui était aux mains des nationalistes, avait émis des décrets qui situaient la langue basque comme langue principale dans le système éducatif. Ce sont ces décrets que veut remettre en question le nouveau gouvernement régional, tombé aux mains des socialistes au lendemain des élections régionales du mois de mars dernier. Cependant, il faut signaler que ces décrets n'ont, semble-t-il, fait qu'entériner une situation de fait. En effet, la possibilité laissée aux parents de choisir la langue d'enseignement de leurs enfants dans le cycle du primaire et du secondaire a abouti en une vingtaine d'années à la dominance du basque, puisque beaucoup d'entre eux optaient pour l'enseignement en cette langue, ou l'enseignement bilingue. Ainsi, sur les 1 000 écoles primaires et lycées de la région, 700 offrent l'enseignement en langue basque, 200

sont bilingues et 120 optent pour l'espagnol.

Concernant la Galice, il semblerait qu'elle présente la même tendance que la Catalogne et le Pays Basque en matière de modèle éducatif et de langue d'enseignement.

Si dans le reste de l'Espagne, la question de la langue d'enseignement ne se pose pas, dans les trois régions citées précédemment, elle s'est transformée en motif de confrontation : les partis nationalistes appuient les réformes visant à consolider la position de la langue régionale, mais certaines associations de parents d'élèves, des associations civiques et le Parti populaire, conservateur, réclament un bilinguisme effectif, en réservant à l'espagnol la place qui lui revient. En particulier, ils attaquent la nouvelle loi sur l'éducation en Catalogne en affirmant qu'elle transgresse le cadre de la loi organique sur l'éducation en Espagne et qu'elle enfreint la Constitution.

Pour le Parti socialiste au pouvoir, la situation est plus ambiguë : si le président régional de la Catalogne (socialiste) défend la nouvelle loi sur l'éducation, qui ouvre la voie à une dominance accrue de la langue catalane sur la langue espagnole, le président régional du Pays Basque (socialiste lui aussi) adopte une position inverse et veut annuler les décrets sur l'éducation émis par l'ex-gouvernement nationaliste, qui visaient aussi à donner plus de poids à la langue basque, face à l'espagnol. Ceci montre à l'évidence que la question de la langue d'enseignement n'est jamais à prendre à la légère, surtout là où les particularismes s'expriment.

M'hamed Elmansouri

Copenhague propose l'arabe comme deuxième langue dans ses écoles

La mairie de Copenhague veut introduire dès la rentrée l'arabe comme deuxième langue étrangère après l'anglais, et au même titre que le français et l'allemand, afin d'aider à l'intégration des jeunes d'origine arabe, a indiqué hier le maire-adjoint en charge de la jeunesse.

«Il est très important que l'on propose aux élèves un choix de langues incluant l'arabe, car il a un besoin de donner un coup de pouce aux jeunes issus de pays pratiquant cette langue et renforcer ainsi leur éducation et intégration dans la société danoise», a souligné Bo Asmus Kjeldgaard à l'AFP.

L'arabe, qui devrait être proposé dans toutes les écoles de la capitale danoise, ferait ainsi partie des disciplines soumises à un examen comptant pour l'accès au lycée, a-t-il ajouté. Dix pour cent (3 166) des

31 000 élèves des collèges de la capitale danoise ont l'arabe comme langue maternelle, selon la mairie.

L'introduction de l'arabe, «outre de motiver un peu plus les élèves d'origine arabe», constituera «un grand avantage pour le commerce des entreprises danoises avec les pays arabes», a-t-il estimé.

Celles-ci pourront ainsi avoir à portée de main du personnel «maîtrisant cette langue», facilitant ainsi leurs exportations vers le monde arabe, selon le maire-adjoint. Tout comme l'arabe, la mairie a décidé également



de proposer l'espagnol comme deuxième langue étrangère, inscrite sur la liste des examens pour entrer au lycée.

La commune de Copenhague a demandé au ministère de l'Éducation l'autorisation de proposer ces langues à la rentrée sco-

laire en août aux élèves dès la septième année de scolarité. Les écoles (primaire et collèges) au Danemark sont gérées par les communes selon un cahier des charges du ministère de l'Éducation. Elles peuvent proposer des changements pertinents dans l'enseignement.

Incendie au siège de la Commission européenne à Bruxelles

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Hier, vers 13h30, le siège de la Commission européenne (le gouvernement de l'UE, en définitive) a été évacué en extrême urgence.

En un tour de main, les pompiers de Bruxelles ont pris possession du bâtiment situé au quartier Shuman, le Berlaymont, surnommé surnoisement le «Berlemonstre» par les Bruxellois en raison de son importante et lourde architecture, l'édifice abrite l'essentiel des structures de l'Union européenne.

L'origine du sinistre demeure, pour l'instant, inconnue. Pour autant, l'un des porte-parole de la Commission, Joe Hennon, s'est empressé de déclarer : «Il s'agit d'un incendie.» Cette première sentence, on le comprend aisément, est censée briser toute allusion à un éventuel acte terroriste. Joe Hennon n'a pas précisé pourquoi, alors même que les résultats de l'enquête ne sont pas encore disponibles, il ne s'agirait que d'un «incendie» ? Dans la même veine, le porte-parole de la Commission a ajouté : «Le bâtiment a été évacué, cela s'est passé sans embarras. Nous avons des exercices réguliers et la plupart des gens savent à quoi s'attendre.»

Le Berlaymont, relevons-le, est situé en face du Justus Lipsius, le siège du Conseil européen qui abrite tous les sommets des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne. Il faut s'enorgueillir de posséder une salle de presse performante et moderne.

Beaucoup de journalistes y travaillaient lorsque l'incendie s'est déclaré.

A. M.